

Projet - FLIP Indicateurs du Travail Forcé



Première réunion conjointe du groupe de travail technique de FLIP



Les membres du GTT du Ghana et de la Côte d'Ivoire avec l'équipe du FLIP et Yune Lee, chargée des relations internationales à USDOL, lors de la réunion conjointe du groupe de travail technique à Abidjan.

Les 27 et 28 février, le groupe de travail technique (GTT) de FLIP Ghana a rejoint ses homologues à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour la première réunion conjointe du groupe de travail technique entre les GTT de FLIP Ghana et Côte d'Ivoire. Le GTT de chaque pays est composé d'experts du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des syndicats et crée un forum pour la validation des activités du projet ainsi que pour la coordination des efforts de chaque institution dans la lutte contre le risque de travail forcé. L'objectif de la réunion était d'identifier des pistes de coopération et de collaboration régionale pour lutter contre le travail forcé. La réunion a été gracieusement ouverte et clôturée par M. Kouadio Oufouez, sous-directeur du Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP) de Côte d'Ivoire.

Quatorze membres du GTT du Ghana se sont rendus en Côte d'Ivoire pour participer à cette réunion de deux jours avec onze membres du GTT de Côte d'Ivoire. Mme Yune Lee, chargée des relations internationales et responsable du projet FLIP à l'USDOL, était également présente.

La réunion a créé un forum où les groupes nationaux ont échangé leurs connaissances et leurs expériences sur les questions du travail forcé du point de vue de leurs pays respectifs. Le GTT de Côte d'Ivoire a discuté des défis, des opportunités et des perspectives de leur travail à mesure que le groupe se formalise et travaille ensemble. Les membres du GTT du Ghana, qui a été créé en 2019, ont partagé le chemin parcouru jusque-là ainsi que certains des défis rencontrés et des avantages obtenus en tant que membres du GTT de FLIP Ghana. Les membres du GTT du Ghana, dans le cadre de ce voyage, ont également présenté les mandats de leurs institutions et certains des succès obtenus dans la lutte contre le travail forcé, depuis qu'ils font partie du GTT de FLIP. La réunion a donné l'occasion aux membres de travailler en réseau et les deux équipes nationales ont beaucoup appris de l'échange d'expériences. FLIP est heureuse d'avoir coordonné de telles collaborations entre les deux pays et entre les institutions.



Les membres du GTT du Ghana et de la Côte d'Ivoire se sont réunis à Abidjan en février.

[Visitez la Page Web du FLIP](#)

Formations sur le travail forcé au Ghana et en Côte d'Ivoire

Formation des organisations syndicales en Côte d'Ivoire

Les 22 et 23 février, le Forced Labor Indicators Project (FLIP) a formé des membres de la Centrale Syndicale Humanisme sur le travail forcé et la traite des êtres humains. La

Centrale Syndicale Humanisme (CSH), créée en 2010, est une faïtière de syndicats, d'associations et d'organisations sociales en Côte d'Ivoire. Avec plus de cent trente sections de base et sept secteurs d'intervention, la CSH est l'une des organisations syndicales les plus représentatives de Côte d'Ivoire.

Vingt-cinq personnes ont assisté à cette formation en présentiel qui s'est déroulée à Abidjan. Les participants venaient d'un large éventail d'organisations syndicales représentant les secteurs du transport, de l'agriculture, de l'industrie, des mines, du travail domestique et de la santé. Au cours de la formation, les participants ont appliqué avec succès leurs connaissances à des études de cas pour comprendre et contextualiser les indicateurs du travail forcé et de la traite des êtres humains.

COCOBOD Cours de remise à niveau et d'approfondissement au Ghana

Les 23 et 24 janvier, une formation de remise à niveau sur le travail forcé a été organisée pour sept agents de vulgarisation régionaux (AVR) des sept régions cacaoyères du Ghana et certains membres du personnel de la Cocoa Heath and Extension Division (CHED) du Ghana Cocoa Board (COCOBOD) dans la région orientale du Ghana. Cette formation faisait suite à une formation de formateurs organisée en 2021 pour le personnel de la CHED et préparait des formations progressives dispensées par les AVR aux agents de vulgarisation du cacao (AVC) dans le pays. La formation a permis de rafraîchir la mémoire des participants sur le travail forcé, la traite des êtres humains, les indicateurs de l'OIT sur le travail forcé et son approche. Au cours de cette formation, les participants, en collaboration avec les facilitateurs, ont mis leurs connaissances à l'épreuve en produisant les versions 'Twi' (une langue ghanéenne largement parlée) de la définition du travail forcé et de ses composantes - le travail involontaire et la menace de sanction - ce qui a été un résultat majeur et sera extrêmement bénéfique pour les AVC lors de la diffusion d'informations sur le travail forcé auprès des cultivateurs de cacao.

Suite à cette remise à niveau, les agents de vulgarisation régionaux ont organisé des formations par étapes pour plus de 1 500 agents de vulgarisation du cacao dans toutes les régions cacaoyères du Ghana, du 6 février au 1er mars 2023. Ces formations ont permis aux AVR de transmettre leurs connaissances sur les définitions du travail forcé et les indicateurs du travail forcé de l'OIT aux

Formation sur le travail forcé pour la commission parlementaire sur l'emploi, la protection sociale et les entreprises d'État au Ghana

Le 11 et 12 mars, FLIP a collaboré avec le ministère ghanéen de l'emploi et des relations de travail (MELR) pour organiser un renforcement des capacités des membres du parlement ghanéen, en particulier de la commission parlementaire sur l'emploi, la protection sociale et les entreprises d'État au Ghana, dont le mandat est de traiter toutes les questions relatives à l'emploi et au bien-être social des Ghanéens. La formation a été ouverte par le vice-ministre de l'emploi et des relations de travail, M. Bright Wireko Brobbey, au nom du ministre sectoriel. Dans son discours, il a souligné l'importance d'un tel renforcement des capacités pour la commission, compte tenu de son mandat. Étaient également présents d'autres hauts fonctionnaires du MELR, le directeur général, le directeur de la politique, de la planification, du suivi et de l'évaluation (PPME), le directeur du travail et le chef de l'unité chargée du travail des enfants.

La formation s'est concentrée sur la définition et les normes internationales du travail forcé, le contexte juridique et politique ghanéen en matière de travail forcé et de traite des êtres humains, l'approche de l'indicateur de travail forcé de l'OIT et la contextualisation de ces indicateurs dans le contexte ghanéen.

agents de vulgarisation du cacao et de préparer les agents de vulgarisation du cacao à communiquer des informations sur le travail forcé aux cultivateurs de cacao. FLIP se réjouit d'avoir travaillé avec le CHED pour organiser ces formations par étapes pour les AVC dans tout le pays.

Formation sur le travail forcé pour la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (CHRAJ) au Ghana

Les 27 et 28 mars, FLIP a formé des agents de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (CHRAJ) au Ghana sur les définitions du travail forcé, la traite des êtres humains, les indicateurs du travail forcé et son approche, le travail des enfants, la relation entre le travail des enfants et le travail forcé, entre autres sujets.

La formation a rassemblé un total de trente participants en tant que directeurs régionaux, personnes focales pour l'éducation publique et directeurs de district des régions Bono, Bono East et Ahafo du Ghana. Cette formation de deux jours s'est tenue à Kumasi, dans la région Ashanti. Le représentant de la CHRAJ au sein du FLIP TWG, le directeur adjoint de l'éducation publique, M. Mawuli Avutor, était également présent et a prononcé le discours d'ouverture au nom du commissaire de la CHRAJ.

Cette formation au niveau du district fait suite à une formation initiale organisée en 2022 pour certains agents du siège et visait à s'assurer qu'il n'y avait pas de lacunes dans les connaissances des agents au niveau du district et du siège. La Commission a exprimé sa gratitude à FLIP pour sa collaboration et espère que d'autres formations aussi importantes seront organisées pour son personnel. En effet, le mandat de la Commission est de garantir une société libre, juste et équitable où les droits de l'homme et la dignité sont respectés, et donc les formations sur le travail forcé amélioreront le travail de la Commission dans l'accomplissement de son mandat.

[Visitez la Page Web du FLIP](#)

Ressources en ligne



Diagramme montrant les deux composantes du travail forcé.

FLIP propose **deux ressources d'apprentissage** gratuites et autodidactes qui couvrent les cadres du travail forcé et les indicateurs du travail forcé de l'OIT. Ces ressources peuvent être utilisées par les organisations pour renforcer les capacités de leur personnel en matière de travail forcé et de questions connexes. Les ressources d'apprentissage en ligne comprennent des contrôles de connaissances interactifs pour vous aider à identifier les indicateurs et les facteurs de risque ainsi que les mesures préventives, des listes de contrôle téléchargeables et des conseils à utiliser sur le terrain.

Le site Internet du programme FLIP contient également du **matériel de formation spécialisé** à l'usage des formateurs du gouvernement, de la société civile et du secteur privé dont les capacités ont été renforcées par l'équipe du programme FLIP dans le cadre de modèles de formation des formateurs. Ces ressources peuvent être utilisées par les formateurs pour renforcer leurs connaissances et former d'autres personnes au sein de leurs organisations et institutions.

Le FLIP a récemment publié des **ressources sectorielles** qui donnent un aperçu de la dynamique du travail forcé dans les secteurs du cacao, de l'or et du palmier à huile. Ces ressources fournissent des informations sur la façon dont le travail forcé se manifeste dans chacune de ces chaînes d'approvisionnement et relie les indicateurs de travail involontaire et de menace de sanction aux situations dans ces secteurs. Les ressources sont actuellement disponibles pour téléchargement en anglais et en français sur le site du FLIP

L'équipe FLIP est disposée à travailler avec les institutions par le biais d'une visite guidée de la ressource d'apprentissage en ligne ou d'autres types d'engagement. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez en savoir plus !

[Visitez la Page Web du FLIP](#)

Aperçu de la formation

FLIP a récemment organisé une formation de formateurs sur le travail forcé pour les inspecteurs du travail en Côte d'Ivoire. Vous trouverez plus de détails dans le prochain bulletin d'information de FLIP !

Projet et Informations de Contact

Pour plus d'informations, veuillez contacter Josephine Dadzie à jdadzie@verite.org, Amourlaye Toure à atoure@verite.org, ou Helga Osei Aku à hoseiaku@verite.org.

Le financement du projet est fourni par le Département du Travail des États-Unis sous l'accord de coopération numéro IL-31474. La totalité des coûts du projet ou du programme est financée par les fonds fédéraux, soit un total de 3 490 318 dollars. Les opinions et positions exprimées dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques du Département du Travail des États-Unis. De même, la mention de noms commerciaux, de produits commerciaux ou d'organisations n'implique pas un quelconque soutien du gouvernement américain.

Follow Verité



Verité
413.253.9227
verite@verite.org
verite.org

La où les photos incluses dans cet e-mail sont utilisées uniquement pour illustrer les lieux et les situations dans lesquels le risque de travail forcé ou de travail des enfants est discuté. Les personnes montrées sur les photos ne représentent aucune

personne ou groupe de personnes spécifique indiqué dans le texte.



Verité | 44 Belchertown Road, Amherst, MA 01002

[Unsubscribe comms@verite.org](mailto:comms@verite.org)

[Update Profile](#) | [Constant Contact Data Notice](#)

Sent by flip@verite.org